

ANTENNES-RELAIS : COLLOMB FAIT VOLTE-FACE

Lyon Capitale
du 7 au 11/02/08

Polémique. Après deux ans de combat, les parents d'élèves d'une école des Pentes de la Croix-Rousse ont enfin un gain de cause : l'antenne SFR sera démontée.

Tout a commencé en octobre 2006 par une déclaration dans *Lyon Capitale** de Dominique Perben qui se prononçait pour le démontage des antennes-relais sur le toit des écoles. Gérard Collomb, prudent, avait alors écrit au premier ministre puis à l'Union européenne pour s'assurer qu'il n'y avait aucun risque à laisser fonctionner des antennes de téléphonie mobile au-dessus des têtes des enfants scolarisés à l'école Victor-Hugo et ailleurs (lire encadré). Aux parents inquiets, constitués en collectif depuis plusieurs mois, le maire, les adjoints et les services techniques de la ville (le directeur de l'écologie en tête) parlaient d'"effet parapluie" et de "mesures relevées extrêmement faibles". Bref, ils concluaient qu'"en l'état actuel des connaissances scientifiques", les enfants ne couraient aucun danger. Pendant de longs mois, les parents ont transmis de nouvelles études qui faisaient part de risques pour la santé. Bien qu'ignorées par des organismes officiels, tels que l'OMS ou l'Affset**, ces études ont convaincu le maire (PS) du premier Nathalie Perrin mais toujours pas Gérard Collomb.

Les antennes sont toujours sur le toit quand les parents apprennent à



la rentrée de septembre 2007 qu'un enfant de CE2 est atteint d'une leucémie. Nouvelles démarches, nouveaux refus de démonter les antennes. Puis au retour des vacances de janvier, un nouveau cas de cancer est annoncé dans la même classe de CE2, au deuxième étage, juste au dessous de l'antenne.

Cette fois-ci, la grogne débouche rapidement sur le projet d'un mouvement de grève. La mairie centrale décide de rapidement éteindre le feu. Une telle polémique en période électorale pourrait faire désordre. Le 30 janvier, en même temps qu'est annoncé à la presse un deuxième cas de cancer, l'antenne

est désactivée. Le surlendemain, lors d'une réunion publique tenue, les adjoints en charge du dossier arrivent avec un message clair de Gérard Collomb. Celui-ci promet de démonter l'antenne sur l'école Victor Hugo, de désactiver toutes les antennes au-dessus des autres écoles pendant les heures

scolaires, de lancer une campagne "indépendante" de mesures des champs électromagnétiques et d'organiser une conférence en avril pour étudier la possibilité "d'une nouvelle charte de la téléphonie mobile et des champs électromagnétiques". Le tout en associant les parents au processus. Signe du peu de crédit que les parents accordent à la démarche de Gérard Collomb, les parents demandent un engagement écrit, qu'à l'heure de notre bouclage, ils n'ont toujours pas obtenu.

■ Laurent Burlet

*Voir notre édition du 10 octobre 2006

** Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail

*** A l'heure de notre bouclage, ils ne l'ont toujours pas obtenu.

4 écoles concernées par l'arrêt du fonctionnement d'antennes

Outre la désormais célèbre école Victor Hugo du premier arrondissement qui verra son antenne démontée, d'autres écoles auront elles leurs antennes désactivées en période scolaire. Il s'agit de l'école Lamartine (2e arr), Gerson et Camus (5e arr).